

DEPARTEMENT DE LA  
GIRONDE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT DE  
BORDEAUX

CANTON DE CENON

**COMMUNE  
DE FLOIRAC**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA  
COMMUNE DE FLOIRAC**

**Séance du 14 Juin 2021**

**Objet**

**Prolongation  
expérimentation  
du télétravail à  
Floirac. Décision**

Le Conseil Municipal dûment convoqué le 8 juin 2021 s'est réuni à 18 heures sous la présidence de **Monsieur Jean-Jacques PUYOBRAU, Maire de Floirac.**

**LE NOMBRE DE  
CONSEILLERS  
MUNICIPAUX EN  
EXERCICE EST DE :**

**33**

**Etaient présents :**

**M. BOURIGAULT – Mme LACUEY – M. GALAN – Mme COLLIN –  
Mme CHEVAUCHERIE - M. IGLESIAS – Mme BARBOT – M. MEYRE –  
M. DESCLAUX DE LESCAR – Mme GRENOUILLEAU – Mme PROUHET  
Mme BIJOUX – M. BAGILET – M. BUNEL – Mme DURLIN – M. ASFOR –  
M. MEHERZI – Mme ADENIS – M. JUIF – Mme FRENEL – Mme ARNOLD  
– M. SINSOU – M. LEDOUX**

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

**M. CAVALIERE à M. BOURIGAULT – Mme SABI à Mme FRENEL  
M. DROILLARD à Mme LACUEY – Mme BONNAL à Mme COLLIN  
M. SAILHAN à M. DESCLAUX DE LESCAR – Mme SOLA à Mme  
CHEVAUCHERIE  
M. CALT à M. SINSOU – Mme CASTAGNET à Mme ARNOLD  
M. DANDY à M. BUNEL**

**M. Didier IGLESIAS a été nommé secrétaire de séance**

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal, dans sa séance en date du 8 décembre 2020, a adopté la mise en place du télétravail à la ville de Floirac.

Pour rappel, ce dispositif vise avant tout à améliorer la qualité de vie au travail des agents. Il entend également contribuer activement à la politique proactive de la collectivité en matière de développement durable en réduisant notamment les déplacements source d'émission de gaz à effet de serre. Ce projet vise enfin à moderniser les organisations et les

méthodes de management et à accroître l'attractivité de la collectivité pour des agents en recherche de mobilité.

Cette nouvelle modalité d'organisation du travail a été instaurée au sein des services de la ville le 5 avril 2021. 48 personnes ont formulé une demande de télétravail et 47 personnes en bénéficient aujourd'hui ce qui témoigne de l'engouement pour ce dispositif.

La période d'expérimentation qui avait été programmée pour six mois (du 1<sup>er</sup> mars au 31 août 2021) a dû être décalée d'un mois en raison des problématiques d'approvisionnement de la Direction Générale du Numérique et des Systèmes d'Information liées à la crise sanitaire. Outre ce décalage de calendrier, l'expérimentation est aujourd'hui entachée par la persistance du travail à distance promue à l'échelle nationale pour limiter les risques de contagion et ainsi lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Pour que le dispositif puisse véritablement tirer les enseignements de cette expérimentation et être ajusté à l'issue, si nécessaire, il est proposé de prolonger cette période provisoire d'un an.

Le Comité Technique du 28 avril 2021 a voté à l'unanimité en faveur de la prolongation pour un an de l'expérimentation. Les représentants du personnel l'ont conditionnée à l'élaboration d'un premier bilan en septembre 2021. Celui-ci sera réalisé par la Direction des Ressources Humaines et présenté en Comité Technique.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 8 bis ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiée relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment son article 133 dans sa rédaction issue de l'article 49 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 19 juillet 2005 relatif au télétravail ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2006 portant extension de l'accord national interprofessionnel relatif au télétravail ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature

Vu l'ordonnance n°3 réformant le Code du travail (article 21).

Vu le décret n°2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n°2016-151 du 11 février relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'avis du Comité technique du 14 octobre 2020 ;

Vu l'avis de la Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, Démocratie Participative et Agenda 21 réunie en date du 24 novembre 2020 ;

Vu la décision du conseil municipal du 8 décembre 2020 ;

Vu l'avis du Comité technique du 28 avril 2021 ;

Vu l'avis de la Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, Démocratie Participative et Agenda 21 réunie en date du 31 Mai 2021 ;

Le Conseil Municipal, après délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à prolonger la période d'expérimentation du télétravail à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021 et pour une durée d'un an ;

**ACCEPTE** les termes de la charte provisoire du télétravail reconduite dans les mêmes termes et annexée à la présente délibération.

Nombre de votants : 33  
Suffrages exprimés : 33  
    Pour : 33  
    Contre :  
    Abstention :

*Ainsi délibéré, les jour, mois et an que dessus*

*Et ont signé au registre les membres présents*

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

**A la Mairie de FLOIRAC, le 14 juin 2021**



*Le Maire,*